

24 février 2003 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Gerhard Schroeder, chancelier allemand, sur l'opposition franco-allemande à l'avant-projet de résolution qui autorise l'emploi de la force pour le désarmement de l'Irak, et sur le mémorandum présenté par la France, l'Allemagne et la Russie à l'ONU pour la poursuite du désarmement pacifique de l'Irak, Berlin le 24 février 2003.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Mesdames, Messieurs, comme je vous l'avais dit tout à l'heure, évidemment l'Iraq a été au centre de nos discussions. Nous avons depuis pris connaissance de l'avant-projet de résolution et nous en avons discuté intensément. Il est apparu que nous ne voyons pas la nécessité de modifier en quoi que ce soit notre position commune. Nous considérons toujours qu'il est possible de désarmer pacifiquement l'Iraq et nous allons tout faire pour parvenir à ce désarmement pacifique sur la base de la résolution existante, la 1441. Voilà ce dont nous avons parlé avec, évidemment, les questions européennes et c'est tout ce que je voulais dire pour le moment. Je donne la parole au Président de la République.

LE PRESIDENT - Je n'ai rien à ajouter. Nous avons, je vous l'ai dit tout à l'heure, une approche commune, entre l'Allemagne et la France mais aussi la majorité des membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Nous avons pris connaissance du projet de résolution. En vérité, nous ne voyons rien dans la situation actuelle qui justifie une nouvelle résolution. Nous sommes donc partisans de rester dans le cadre de la résolution 1441, assortie des propositions que l'Allemagne, la Russie et la France ont faites aujourd'hui au Conseil de sécurité pour faciliter, rendre plus efficaces encore les inspections et donc, nous ne sommes pas favorables à une nouvelle résolution.

QUESTION - Monsieur le Président, je sais que ni l'un, ni l'autre n'êtes favorable à répondre à des questions hypothétiques mais là les hypothèses se font de plus en plus précises et j'ai donc une question hypothétique précise à vous poser, qui est la suivante. Vous n'êtes pas favorable à une résolution mais cela dépend également des Américains. Que ferez-vous si les Américains déposent une résolution et notamment que fera la France à l'égard de son droit de veto ?

LE PRESIDENT - Tout d'abord, les Américains : ce n'est pas dans l'hypothèse où les Américains déposeraient une résolution, un projet a été déposé ce soir. Deuxièmement, nous n'en voyons pas l'utilité et donc nous n'y serons pas favorables. Troisièmement, il me semble que la majorité du Conseil de sécurité n'est pas non plus favorable à une nouvelle résolution.

LE CHANCELIER SCHROEDER - La position de l'Allemagne est exactement la même.

QUESTION - Comment allez-vous accroître la pression sur Saddam HUSSEIN ?

LE PRESIDENT - C'est un peu l'objet des propositions communes que nous avons élaborées ensemble l'Allemagne, la France et la Russie, et que nous avons déposées aujourd'hui.

Nous avons prévu des échéanciers par programme. au'il s'agisse du bactériologique. du

... nous avons prévu des consommateurs par programme, que ce soit des consommateurs chimiques, du biologique, du nucléaire de façon à conduire pour les inspections une capacité de vérification, d'information, de constatation, de destruction des armements de destruction massive et nous pensons que c'est le meilleur moyen d'arriver au résultat que nous recherchons, c'est-à-dire le désarmement de l'Iraq par des voies pacifiques et avec une pression nécessaire à travers cet échancier de programmes. C'est un programme que nous avons fait en commun.

QUESTION - De combien de temps disposent les Iraquiens pour coopérer ?

LE PRESIDENT - Il ne nous appartient pas de le dire. Cela, c'est la responsabilité qui a été donnée aux Inspecteurs.

QUESTION - Monsieur le Président, c'est la responsabilité des inspecteurs mais vous parlez de "deadline" pour chaque programme. Est-ce qu'il y a une "deadline" ou pas ?

LE PRESIDENT - Il n'y a aucune "deadline". Là encore, seuls les inspecteurs peuvent, le cas échéant, fixer une échéance finale, c'est leur responsabilité. Nous avons proposé une méthode, nous la pensons plus efficace, et proposé des moyens, mais je le répète, il appartient aux inspecteurs de l'adopter, de la modifier et surtout de la mettre en œuvre.

Juste un dernier mot. Naturellement, nous voulons que l'Iraq soit désarmé car l'Iraq représente un danger pour la région et peut-être pour le monde mais nous considérons que ce désarmement doit être fait de façon pacifique car, en toute hypothèse, moralement comme matériellement, humainement comme politiquement ou économiquement, la guerre est toujours la plus mauvaise des solutions. C'est toujours un échec, c'est toujours dramatique et tout doit être fait pour l'éviter.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Je voudrais ajouter encore une chose, et je crois que ce qui différencie cette bonne vieille Europe des autres régions du monde, c'est que, dans la conscience collective des peuples européens, il y a une connaissance de ce qu'est la guerre et des méfaits qu'elle représente, et c'est peut-être ce qui nous permet de mieux comprendre pourquoi la France et l'Allemagne espèrent et veulent vraiment tout faire pour parvenir à un désarmement pacifique de l'Iraq.